



COMMUNIQUE de PRESSE :

Exposition portée par l'association

Cluny de la Paix – Maison des Echevins, et la Mairie de Cluny

70 ANS ! : ADMIRER LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME !

EXPOSITION DE 19 PLANCHES ORIGINALES D'ERIC PUYBARET

70 ans de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

170 ans de l'abolition de l'esclavage

Dates : du lundi 13 au vendredi 24 mai 2019. fermeture le dimanche 19 mai.

Vernissage : le samedi 11 mai à 18h.

Horaires : 10h-midi / 15h-17h.

Participation libre

Réservation de groupe et visite privée sur simple demande : contact@clunydelapaix.org

Lieu : Maison des Echevins, 22 rue de la Barre, 71250 Cluny

La [Déclaration universelle des droits de l'homme](#) est un document de référence dans l'histoire des droits fondamentaux. Élaborée par des représentants issus de différents milieux juridiques et culturels à travers le monde, la Déclaration a été proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies à Paris le 10 décembre 1948 comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations. C'est le document le plus traduit au monde. Disponible dans plus de 500 langues, la Déclaration est aussi pertinente aujourd'hui qu'elle l'était au moment de sa proclamation, il y a 70 ans.

A l'occasion de la Journée Internationale de la Paix qui l'a mise à l'honneur le 21 septembre 2018, António Guterres, Secrétaire général de l'ONU a rappelé qu'« *Il est temps que toutes les nations et tous les peuples respectent les engagements de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui reconnaît la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et leurs droits égaux et inaliénables.* »

L'article 3 de la Déclaration universelle dispose que « *tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne* ». Ces éléments ont établi les fondements de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

« *Admirer la déclaration universelle des Droits de l'Homme !* » est une exposition qui permet à un large public de découvrir ou redécouvrir par l'image ce

texte fondateur et l'idéal de vie en société qu'il propose. Les 19 planches originales et inspirées d'Eric Puybaret illustrant l'intégralité de la Déclaration, permettent d'en découvrir la beauté et l'ambition, et de se laisser surprendre par la portée du texte. Elles seront présentées dans la salle du conseil de la Maison des Echevins, demeure historique de Cluny, haut lieu de discussion et d'échange encore aujourd'hui.

En regard de l'exposition sont présentés des dessins produits par les enfants des écoles de Cluny qui ont travaillé sur l'abolition de l'esclavage donc nous célébrons le 150ème anniversaire. Ils se sont inspirés de figures locales comme Alphonse de Lamartine, signataire du décret d'abolition et Anne-Marie Javouhey (1779-1851) qui consacra sa vie à l'éducation et à la santé des plus démunis et particulièrement des esclaves de Guyane, contribuant à leur pleine libération.

Cet événement enthousiasmant et fédérateur, est réalisé en premier lieu grâce au soutien de la Mairie de Cluny et à la contribution généreuse d'Eric et Mathilde Puybaret. Il est le premier projet porté conjointement par les deux associations Cluny de la Paix et la Maison des Echevins en cours de fusion.

Pour en savoir plus : : <https://www.un.org/fr/sections/universal-declaration/history-document/index.html>

ERIC PUYBARET

(né 1976 à Vichy)

Eric Puybaret a illustré l'intégralité de la Déclaration Universelle des droits de l'homme à l'occasion du 60^{ème} anniversaire de sa proclamation. Un album jeunesse est paru en 2008 chez Gauthier Languereau édité en partenariat avec le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations-Unies. Ces illustrations s'inscrivent pleinement dans son univers et ses thématiques de prédilection.

Après une formation à l'E.N.S.A.D (Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs) de Paris et un prix au Festival international du livre jeunesse de Bologne, en 1999, Eric Puybaret se spécialise dans l'illustration. Il publie alors chez des éditeurs français et américains. En France, *Cache-Lune* (Gautier-Languereau, 2002) dont il est l'auteur et l'illustrateur. Aux Etats- Unis, la célèbre chanson *Puff, the magic dragon* (Sterling Publishing, 2007), publiée à plus d'un million d'exemplaires, lui permettent de se faire une place dans le monde de l'illustration et, aux livres qui suivront d'être traduits dans de nombreuses langues.

S'interrogeant sur les grandes questions contemporaines, notamment la condition et les droits de l'Homme, il aime mettre ses images au service de ces thématiques. Dans ce cadre, il réalise pour le Conseil de l'Europe, en 2012- 2013, une campagne d'affiches pour des conférences sur le thème de la protection et des droits de l'enfant.

Plus récemment pour l'UNICEF, il conçoit à plusieurs reprises des cartes de vœux et participe à un recueil contre le harcèlement scolaire.

Toujours dans cette perspective, il réalise une campagne d'illustrations (affiches, flyers, cartes) pour l'A.C.A.T. (Association pour l'abolition de la torture dans le monde), en 2012.

Il travaille aussi régulièrement depuis 2017 pour la presse spécialisée des personnes handicapées et leurs familles.

LES ŒUVRES :

19 acrylique sur toile

format 397 x 500 mm

éd. Gauthier Languereau / ONU, 2008

LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

Préambule

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme.

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations.

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des

hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande.

Considérant que les Etats Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement.

L'Assemblée générale proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des Etats Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction



Article premier

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

Article 2

1. Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

2. De plus, il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est

ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté.

Article 3

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article 4

Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.



Article 5

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article 6

Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique

Article 7

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination

Article 8

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

Article 9

Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé.

Article 10

Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

Article 11

1. Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.
2. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

Article 12

Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à

sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.



Article 13

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.
2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

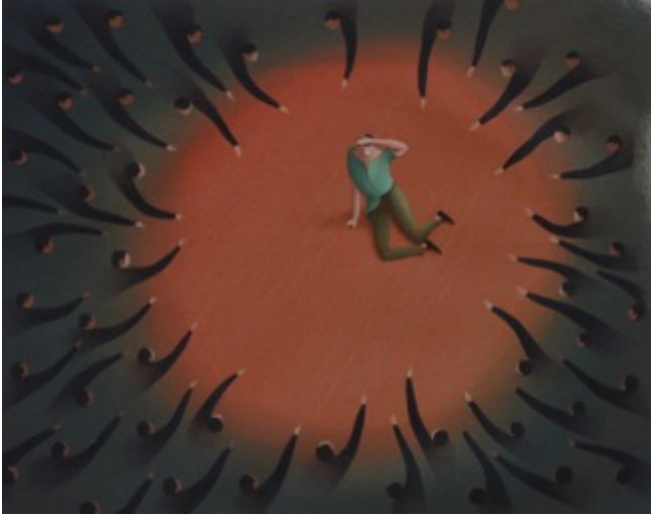
Article 14

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.
2. Ce droit ne peut être invoqué dans le cas de poursuites réellement fondées sur un crime de droit commun ou sur des agissements contraires aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 15

1. Tout individu a droit à une nationalité.
2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa

nationalité, ni du droit de changer de nationalité.



Article 16

1. A partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la nationalité ou la religion, ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils ont des droits égaux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.

2. Le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux.

3. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat.

Article 17

1. Toute personne, aussi bien seule qu'en

collectivité, a droit à la propriété.

2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

Article 18

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

Article 19

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.



Article 20

1. Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques.

2. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.

Article 21

1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.
2. Toute personne a droit à accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.
3. La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics ; cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote.

Article 22

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.

Article 23

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.
2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.
3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.
4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

Article 24

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

Article 25

1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a

droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale.



Article 26

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

Article 27

1. Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

2. Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

Article 28

Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.

Article 29

1. L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seule le libre et plein développement de sa personnalité est possible.

2. Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.

3. Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies.

Article 30

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

